

Quels leviers pour renforcer la compétitivité de l'agriculture et de l'agroalimentaire français ?

Déclaration du groupe de la CGT-FO

Lorsque l'on parle compétitivité bien souvent nous nous attachons à la notion de prix : prix d'achat, prix de revient, prix de cession, prix de vente et guerre des prix.

Mais le prix n'est pas le seul facteur de différenciation décisif, et, de la production à la consommation d'autres leviers pour mesurer et améliorer la compétitivité dans le secteur agro-agri peuvent et doivent être activés.

Pour le groupe FO nous en relèverons 4 parmi ceux composant le présent avis.

- La recherche de qualité :

De la terre à la fourchette, le consommateur est aujourd'hui plus attentif à la qualité sanitaire et gustative des produits. Les nombreux faits d'actualité concernant l'agroalimentaire et les conditions de production et de distribution démontrent le besoin de règles et de normes, qui peuvent être contraignantes mais aussi créatrices de valeur ajoutée y compris à l'exportation.

Il est donc indispensable que l'État se dote de moyens humains et budgétaires pour garantir leurs contrôles en toute indépendance et en toute transparence.

Il faut renforcer les filières, les interprofessions, au sein desquelles les acteurs ne sont plus concurrents mais partenaires, avec pour objectif d'inverser la courbe du prix bas, de recréer de la valeur et d'intégrer des clauses de partage de cette valeur ajoutée.

- La valeur travail

Pour tous les travailleurs, agriculteurs ou salariés, du secteur agri-agro et de la distribution, il faut que la chaîne de valeur ajoutée assure une juste rémunération du travail.

Il faut assurer un revenu aux agriculteurs, reconnaître les compétences des salariés et lutter contre la précarité des contrats saisonniers ou détachés.

La mise en place d'un socle européen de droits sociaux et des aides de la PAC liées à l'intensité en emploi de qualité doivent y contribuer.

- L'environnement

Préserver l'environnement et la qualité des territoires n'est pas sans importance lorsque l'on parle de compétitivité car les coûts sociétaux induits par certaines activités ne sont pas anodins. Dégradation des sols, pollution, pesticides, dérèglement climatique, impact sur la santé, engendrent des dépenses privées et publiques non négligeables.

Associer l'Europe, l'état et les territoires dans la mise en œuvre et le développement des pratiques bio et agroécologiques, par les aides ou la fiscalité, doit aussi répondre au besoin d'une alimentation saine et de qualité, accessible à tous.

- L'innovation

L'innovation c'est l'assurance de rester compétitif. Pour optimiser les moyens de production, maîtriser les coûts, pour améliorer les conditions de travail, pour développer l'industrie alimentaire et assurer une différenciation qualitative.

L'innovation c'est assurer la transition écologique et disposer de moyens humains et financiers pour la recherche fondamentale, l'enseignement et la formation.

Enfin l'innovation digitale par l'utilisation des données de l'agriculture peut créer de la valeur. Il faudra veiller à ne pas déposséder le monde agricole de cette valeur.

Le groupe FO a voté en faveur de cet avis.